

Nos finances pendant la guerre

La doyenne des revues politiques bourgeoises, la *Revue des Deux Mondes*, qui compte 93 années d'âge et où M. Poincaré tint si longtemps la chronique de la quinzaine, commence la publication, sous la forme de lettres posthumes, écrites en 1920 et en 1921, des mémoires de guerre de M. Alexandre Ribot (1).

Jusqu'à ce jour, le rôle des hommes politiques de la bourgeoisie française durant la guerre est resté à peu près ignoré du grand public. Ce qui a pu en transpirer à travers les différents livres des chroniqueurs attirés de la guerre — Mermeix et autres —, et la publication des séances secrètes de la Chambre des députés, n'ont pu faire que nous confirmer l'incapacité criminelle aussi bien des chefs de l'intérieur que des chefs militaires.

Pratiquement, la conduite de la guerre fut abandonnée dès 1914 à un G.Q.G. qui n'avait su prévoir ni l'invasion de la Belgique, ni la guerre de tranchées et dont les folles offensives se poursuivirent plus meurtrières les unes que les autres, de 1914 à 1917, jusqu'à la révolte du Chemin des Dames et la nomination de Pétain, chef honni et secrètement détesté par des ministres et des généraux imbus de l'esprit d'offensive à outrance et de tactique napoléonienne.

Les mémoires de M. Painlevé (2) ont constitué un premier document, aussi accablant pour son auteur que pour ceux qu'il veut accuser en se défendant.

Les souvenirs de M. Ribot constituent de leur côté un document aussi formel et aussi accablant. Leur publication dans la *Revue des Deux Mondes* après la mort de leur auteur se comprendra aisément. M. Ribot, en effet, doit supporter devant la France entière la responsabilité d'une politique financière de guerre qui vaut actuellement au pays une dette publique s'élevant à plus de 300 milliards.

Ministre des Finances, M. Ribot ne sut pas évaluer la durée de la guerre, et à plus forte raison prévoir les conséquences désastreuses de sa politique au jour le jour. De l'avis d'experts financiers tels que M. Jèze, la gestion financière de la France durant la guerre peut se résumer en trois mots : Imprévoyance, gaspillage, désordre. Aucune nation belligérante — pas même l'Italie, a-t-il écrit quelque part — n'ont aussi mal conduit la guerre au point de vue financier que la France.

Grâce à la *Revue des Deux-Mondes*, les responsables encore vivants vont pouvoir s'abriter derrière un mort. Quand on leur reprochera leur négligence, ils répondront : « Mais nous n'y sommes pour rien. Tout cela a été fait par Ribot et par lui seul, voyez ses mémoires. »

\*\*

Il ressort de la lecture des six premières lettres une impression de lâcheté, d'ignorance, de peur des responsabilités — ces trois vertus parlementaires — aggravée encore par un ton d'insupportable suffisance. Accepta-t-il le portefeuille des Finances le 26 août, au premier remaniement ministériel, c'est parce qu'il estime que le pays en danger a besoin de lui !

« On ne me laissait pas le temps de réfléchir. Il fallait accepter sur-le-champ ou décliner l'offre qui m'était faite.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1923.

(2) « Comment j'ai fait nommer Foch et Pétain », publiés par la *Revue de Paris* (décembre 1921-février 1922).

*Vous eussiez senti comme moi qu'un refus, après les nouvelles que nous venions de recevoir (la défaite de Charleroi), était une faiblesse. Je pris le parti d'accepter, à tous risques, la proposition de M. Viviani. »*

Et voici la fuite à Bordeaux.

« Le général Joffre nous pressait de transporter au loin le siège du gouvernement. Il n'y eut qu'une courte délibération. On décida de s'en aller à Bordeaux... »

Il est bon de dire que le Conseil avait entendu quelques instants auparavant le général Galliéni, partisan de la défense de Paris. Galliéni laissait prévoir qu'on pourrait peut-être fort bien être obligé de se battre dans les rues de Paris. On comprend la hâte des ministres de fuir au plus vite le terrain de ce qui pouvait être un champ de bataille.

A Bordeaux, M. Ribot se met au travail, c'est-à-dire commence à faire marcher la planche à billets de banque — 3 milliards de billets nouveaux pour commencer — puis émission de bons de la Défense Nationale (M. Ribot est tout fier de ce qu'on les ait appelés en Allemagne des « ribotins ») dont le total devait atteindre en quelques années 100 milliards, et qui pèsent si lourdement sur le service de la Trésorerie obligée d'en émettre de nouveaux pour rembourser les anciens. A ce propos admirons comme il convient ce petit chapitre sur la vénalité de notre grande presse patriotique :

« L'agent du ministère s'est entendu avec tous les journaux pour contracter des abonnements qui permettent de faire passer chaque semaine de petits articles de propagande. Les frais de cette publicité, quoique assez considérables, sont peu de chose par rapport aux milliards qu'ils ont aidé le Trésor à recueillir. La plupart des journaux ont apprécié pendant la guerre ce supplément de recettes et aucune plainte ne s'est élevée parce qu'on n'a pas tenu compte de l'opinion des journaux et que les allocations ont été exactement proportionnées à l'importance des divers organes. »

A ce compte, combien a pu toucher le « *Matin* » ! Patriotisme et galette !

Fin 1914, M. Ribot songe à lancer son premier emprunt. A ce moment le gouvernement rentré à Paris. Ce n'était pas le désir de quitter Bordeaux, où l'on était si bien, qui le poussait, mais la nécessité de convoquer les Chambres pour le vote du budget. A vrai dire, on ne vota pas de budget, mais seulement des douzièmes provisoires. Inutile de dire qu'en présence des dépenses de guerre croissantes, M. Ribot ne songe nullement à imposer de nouvelles recettes budgétaires. (A cette même époque, en Angleterre, M. Lloyd George n'hésitait pas à doubler l'impôt sur le revenu !) Et il explique pourquoi :

« Qui peut dire où était la vérité politique et vous me permettez d'ajouter la vérité psychologique en 1914, en 1915 et encore en 1916 avant que le pays ne sentît que, malgré ses blessures et ses souffrances, il devait se prêter à un nouvel effort, et avant que les Chambres n'eussent eu le temps de se mettre d'accord ? »

Et voilà, en effet, toute la suprême habileté des chefs civils de cette guerre ! le Mensonge. On ment à l'avant, aux soldats, on ment à l'arrière aux civils. On cache soigneusement les offensives ratées, les pertes, le désarroi du budget. Au nom du moral de l'arrière on a fait assassiner en de folles offensives des milliers de fantassins. Au nom de ce même moral on accumule les dettes sous les poids desquelles succombe la France d'après-guerre !

Ainsi excusé, M. Ribot lance son premier emprunt et combine pour l'annoncer au public et en assurer le succès du même coup, de vastes attaques militaires. Il